

TACHKENT EXPRESS

Article paru dans le magazine Amnesty, publié par la section suisse d'Amnesty International, février 2009

Sur fond de dictature au fort relent soviétique, l'Ouzbèke Mutabar Tadjibaeva a réussi à s'extraire des prisons de Tachkent pour recevoir le prix Martin Ennals des défenseurs des droits humains à Genève. Rencontre sur les bords du lac Léman avec une femme tenace et intense, la statuette à la main.

« Ma grand-mère a été victime de la répression stalinienne, comme une ennemie de la nation. Maintenant, en Ouzbékistan, le gouvernement me considère comme une ennemie du peuple. Du temps de Staline, c'était ma grand-mère et maintenant c'est mon tour », s'en amuse presque Mutabar Tadjibaeva. Tachkent, la capitale ouzbèke, n'a pas hérité de l'époque soviétique uniquement ces longues avenues massives et géométriques. Islam Karimov, celui qui fut Premier secrétaire du parti communiste à l'époque de l'URSS, a remporté l'année passée son troisième mandat consécutif avec plus de 88 % des voix. Près de vingt ans de règne autocratique et autant d'années à museler l'opposition. « Je suis libre, mais l'Ouzbékistan reste très dangereux pour travailler comme activiste des droits humains. Mais grâce à Dieu, il y a toujours des possibilités d'agir si on a suffisamment de courage. Malgré les menaces et les violences que j'ai subies, j'ai décidé de continuer de me battre », affirme Mutabar Tadjibaeva.

Avec vingt-cinq millions d'habitants, soit la moitié de la population d'Asie centrale, l'Ouzbékistan est un Etat laïque, mais terre d'Islam. Autrefois terre de faste et de richesse, les caravanes de la route de la soie y ont laissé place au défilé de centaines de milliers de travailleurs et travailleuses à la recherche d'un emploi en Fédération de Russie ou au Kazakhstan.

Point de non-retour

« Tout a changé suite au massacre d'Andijan », déplore Mutabar Tadjibaeva. Le 13 mai 2005, des centaines d'habitants de cette ville manifestent pacifiquement en solidarité avec vingt-trois chefs d'entreprise accusés de fraude fiscale et d'islamisme. L'armée tire à vue dans la foule, un massacre perpétré à huis clos qui aurait fait entre cinq cents et mille victimes, et selon la version officielle, cent huitante-sept « islamistes ». Pour éliminer toute trace de ce massacre, le

gouvernement ouzbek lance une chasse aux dissident·e·s et aux témoins. Accusée d'être une des organisatrices des manifestations, Mutabar Tadjibaeva est condamnée à huit ans de prison le 7 octobre 2005, alors qu'elle s'apprêtait à venir témoigner en Europe documents à l'appui. « Après deux mois, le procureur m'a demandé d'écrire une lettre ouverte au président pour qu'il me pardonne les prétendus crimes que j'aurais commis pendant ces événements. » Malgré les mauvais traitements infligés tout au long de sa détention, elle n'a pas cédé. « Durant les deux ans et huit mois que j'ai passés à la prison des femmes de Tachkent, je n'aurais pas imaginé que je pourrais en sortir vivante. A plusieurs reprises, j'ai dit adieu à ma vie. Spécialement lors de mes séjours prolongés en plein hiver dans une cellule d'isolement glaciale où je portais comme simple tenue une chemise. J'ai également craint pour ma vie lorsqu'on m'a amenée de force et sans explication dans une salle d'opération. . . J'étais convaincue que mon heure était arrivée », confie Mutabar Tadjibaeva avec pudeur et timidité.

Appui extérieur

Comparé à son homologue turkmène, icône kitsch et outrancière, Islam Karimov a l'image d'un autocrate discret et méthodique, mais non moins efficace. S'il a délaissé la chasse au faucon, il a déjà accroché à son tableau de chasse des milliers d'opposant·e·s politiques, de journalistes ou de militant·e·s des droits humains. Face à une telle mainmise du gouvernement sur toutes les sphères de la société, l'aide internationale est essentielle. « J'ai entendu à la radio qu'Amnesty International me soutenait comme prisonnière d'opinion. L'administration pénitentiaire m'a tout de suite questionnée d'où cette organisation tenait ces informations, surprise d'apprendre qu'elle connaissait même le numéro de ma cellule. Ce large soutien est devenu un sujet de discussion au sein de la prison. L'administration a compris que nous n'étions pas seules, ici, enfermées. » Le 21 novembre 2008, Mutabar reçoit le prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits humains. C'est probablement grâce à ce prix qu'elle est aujourd'hui libre. En effet, dix-sept jours après avoir été annoncée lauréate, elle a été libérée. C'est aussi grâce à cette reconnaissance de la communauté internationale qu'elle pourra retourner dans son pays pour continuer son travail, loin des cachots de Tachkent. « Ce prix devrait me servir de bouclier. » Un bouclier nécessaire dans cette dictature d'Asie centrale où l'individu est confronté à un système omniprésent. Reste à espérer que ce bouclier soit suffisamment large pour protéger les autres défenseurs et défenseuses des libertés.

Révolution chromatique

Les statues de Lénine ont beau disparaître au profit de celles de Tamerlan, face au gouvernement de l'ancien apparatchik Karimov, il n'y a guère de choix – se taire ou sinon s'exiler ou risquer la prison. Mais Mutabar Tadjibaeva reste optimiste pour l'avenir, espérant peut-être que les différentes révolutions de couleur qui ont ébranlé plusieurs pays de l'ex-bloc soviétique atteignent

son pays. « J'ai confiance dans une société qui souhaite plus de démocratie. J'ai toujours dit aux personnes saisies par le doute que l'espoir est comme une fleur au sommet d'une montagne. Si on veut atteindre cette fleur, on doit traverser des difficultés. Et si on veut vraiment la cueillir, on peut. Mon exemple le prouve. J'ai traversé des moments terribles dans ma vie et finalement j'y suis arrivée, j'ai pu cueillir cette magnifique fleur. »

Partager



Mots clé

• Défenseur·e-s des droits humains • Ouzbékistan • Magazine «amnesty»

Recevoir AMNESTY

Notre publication vous a plu? [Devenez membre ou faites un don et recevez Amnesty Magazine](#), quatre fois par année dans votre boîte aux lettres (à partir d'un don de trente francs par année).



Sur Amnesty › Publications › Magazine amnesty › N° 56 - février 2009 - Congo: une guerre sans fin ›
Prix Martin Ennals à l'ouzbèke Mutabar Tadjbaeva

Médias . Ecole et formation . Emplois . Youth
Contacts . Impressum . Protection des données

Tous les sites d'Amnesty suisse

Amnesty.ch . Urgent Actions . Extranet . Boutique



Je m'abonne à la Newsletter

Amnesty International . Section Suisse
Speichergasse 33 . CH-3001 Bern
Tel +41 31 307 22 22 . Fax +41 31 307 22 33
Compte postal 10-1010-6

 [Afficher le lieu](#)

© Amnesty International . Section Suisse